

Conférence de Copenhague
Petites politiques contre gros enjeux

Sur le terrain des engagements, les principaux acteurs regroupés autour des pays industrialisés et ceux émergents jouent au chat et à la souris.

A la question «à quoi ressemblera notre Terre si rien n'est fait pour lutter contre le réchauffement climatique?», d'un journaliste à la présidente de la conférence, d'un rire étouffé, Connie Hedegaard a répondu lundi dernier que «les experts nous prédisent un monde appauvri et traversé des changements brutaux». Et pourtant, les politiques semblent ne toujours pas percevoir le danger. Eux qui, par alliance parfois contre-nature, rivalisent d'hésitation et attermolements. Ainsi en est de l'alliance assez improbable entre la France, l'un des vieux pays industrialisés, membre du G8, et le Brésil, pays émergent, dont les pairs demandent à ce que les efforts les plus contraignants soient effectués par les riches, pollueurs historiques.

Et pourtant, les présidents de France et du Brésil militent pour un accord contraignant, chiffré, précis et volontariste. Ils l'ont en tout cas, fait savoir avant la conférence de Copenhague. Leur principal cheval de bataille: Une réduction d'au moins 20% des émissions de CO² par rapport à 1990, voire de 30%. Leur objectif final: Moins 50% de réduction d'ici 2050. Tous deux veulent que la Chine et les Etats-Unis signent cet éventuel accord. A ce sujet, Nicolas Sarkozy soutient avoir demandé au président Barack Obama de signer. On comprend pourquoi les médias américains disent leur «président embêté». Sa popularité internationale pourrait pâtir d'un refus de signer un accord volontariste et contraignant, qui rappellerait la non ratification du protocole de Kyoto par l'administration Bush.

Divergences

En revanche, si jamais il cédaux demandes des autres chefs d'Etats et surtout si l'Inde et surtout la Chine s'en affranchissaient, c'est à son retour aux Etats-Unis qu'il aurait des problèmes. Le Congrès débat en effet du sujet depuis plusieurs semaines. Et il va sans dire qu'élus républicains, mais aussi démocrates, et lobbys militeraient pour une loi au rabais, en contradiction avec Copenhague, s'ils estiment que Barack Obama s'est fait duper. Pour ne pas arriver sans proposition dans la capitale danoise, le locataire de la Maison-Blanche a proposé une réduction de 17% des émissions de Co² avec pour date de référence 2005 et non 1990, comme le font les Européens: Soit en fait à peine 4%. Bien loin des 20% volontaristes de Nicolas Sarkozy et Lula.

Le président américain qui a cédé aux demandes de ses partenaires, fait rêver le sommet sur le climat. Dans un premier temps, il ne comptait venir que le 9 décembre, juste avant d'aller à Oslo le lendemain pour récupérer son prix Nobel de la Paix. Or tous les chefs d'Etat se rendront dans la capitale danoise le 17, au moment de la phase finale. Après avoir tergiversé, le président américain les rejoindra finalement le 18, pour l'ultime journée. Un calendrier salué par l'Union européenne (Ue) qui a réussi à se présenter unie dans la capitale danoise (même si Nicolas Sarkozy arrive aussi avec son propre agenda).

Désaccord

Un désaccord aurait fait désordre alors que le Traité de Lisbonne est entré en vigueur. Mais, en dehors de l'objectif de réduction de 20% des émissions de Co² d'ici 2020, leur position commune reflète leurs nombreuses divergences, notamment entre les pays de l'Ouest et ceux de l'Est tirant de nombreuses recettes et énergie de l'exploitation du charbon.

Sur l'aide aux pays pauvres, les «petits pays d'Europe» de l'Est refusaient notamment de passer à la même caisse que les «grandes nations d'Europe de l'Ouest». Les dirigeants européens se sont finalement mis d'accord sur une enveloppe de 100 milliards d'euros d'aide par an d'ici 2020 au niveau mondial, dont une partie importante devra être financée par les pouvoirs publics. Mais ils ont échoué à fixer la part précise de l'Ue dans ces 100 milliards d'euros mondiaux. Le désaccord ici touche aussi, la contribution annuelle de chaque pays

membre. Corollaire de son développement et de sa croissance qui fait rêver les Occidentaux, la Chine est devenue le principal pays pollueur de la planète. Evidemment, le régime communiste passe pour être l'un des mauvais élèves de la lutte contre le réchauffement climatique. Pas question pour lui de faire des concessions si les Etats-Unis, notamment, n'en font pas. La venue de Barack Obama à Pékin a permis de débloquer la situation. Après la proposition américaine de réduction des émissions de Co², la Chine s'est aussi engagée sur un chiffre: 40% à 45% en moins par unité de Pib par rapport à 2005 à l'horizon 2020. C'est moins que l'Ue et moins que l'accord contraignant voulu par Nicolas Sarkozy et Lula. Mais c'est déjà quelque chose. Hu Jintao, le président, ne fera pas le déplacement à Copenhague. Il enverra son Premier ministre Wen Jiabao.

Comme la Chine, l'Inde est devenue l'un des principaux pollueurs de la planète (le 4e exactement), conséquence de sa forte croissance économique. Et, pour éviter toute stagnation, elle n'entend pas prendre des mesures trop contraignantes et trop chiffrées. Sur ce point, sa position est plus radicale que celle de la Chine et d'autres pays émergents. Elle estime notamment que les pays riches sont historiquement responsables du réchauffement climatique et doivent financer les efforts des pays en développement. Problème: Après l'annonce par la Chine d'objectifs chiffrés plutôt volontaristes, New Delhi s'est retrouvé isolé et a été contraint de présenter des chiffres. De ces différents pays dépend l'accord de Copenhague où Jacob Zuma arrive le 17 décembre, sans véritable voix pour l'Afrique.

Tableau récapitulatif des objectifs par pays:

France: Au moins 20% des émissions de CO² par rapport à 1990, voire de 30%. (Objectif final étant au moins 50% de réduction d'ici 2050).

Brésil: Au moins 20% des émissions de CO² par rapport à 1990, voire de 30%. (Objectif final étant au moins 50% de réduction d'ici 2050).

Usa: 17% des émissions de Co2 avec pour date de référence 2005 et non 1990, comme le font les Européens. (Soit en fait à peine 4%, bien loin des 20% volontaristes de Nicolas Sarkozy et Lula).

Union européenne: 20% des émissions de Co2 d'ici 2020

La Chine: 40% à 45% en moins par unité de Pib par rapport à 2005 à l'horizon 2020.

L'Inde: 25% par rapport 2005 à l'horizon 2020

Les dirigeants européens se sont finalement mis d'accord sur une enveloppe de: 100 milliards d'euros d'aide par an d'ici 2020.

Léger Ntiga, à Copenhague

Rajendra Pachauri

Nous souhaitons que ces pays surmontent leurs divergences

Le président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat se veut serein malgré tout.

Comment appréciez-vous les objectifs de l'Union européenne, des Etats-Unis, de l'Inde, du Brésil et de la Chine?

En toute sincérité, ils suscitent l'inquiétude. Mais le texte de l'accord que nous avons déjà discuté pousse à dire qu'on doit espérer de ces pays qui vivent, les uns plus que les autres, les réalités du changement climatique. Cela peut paraître comme une vue de l'esprit pour certains. Mais il est là et fait des ravages. Nous devons à ce propos dire que le Giec, mandaté par l'Onu, a pour mission d'éclairer la décision politique en matière de lutte contre le changement climatique.

Le récent piratage de milliers de courriels du Giec le fragilise de même que la Ccuncc...

Le récent incident des vols d'emails des scientifiques de l'Université d'East Anglia en Angleterre, prouve que certains sont prêts à verser dans l'illégalité, peut-être pour discréditer le Giec. Mais notre panel dispose d'un historique d'évaluations transparentes et objectives sur plus de 21 ans, établies par des dizaines de milliers de scientifiques dédiés, de tous les coins de la planète. Les conclusions de notre 4e rapport (publié en 2007) sont fondées sur des mesures enregistrées par de nombreuses institutions indépendantes dans le monde qui témoignent d'importants changements sur la terre, dans l'atmosphère, les océans et les glaces.

Qui peut être derrière un tel acte?

Le piratage de milliers de courriels de chercheurs collaborant avec le prestigieux Centre de recherches sur le climat (Cru) de l'université britannique d'East Anglia, publiés le mois dernier sur Internet, est le fait des sceptiques du réchauffement pour mettre en cause certaines mesures des changements en cours.

Propos recueillis par L.N.

Nadine Mballa

L'intérêt de l'humanité doit prévaloir sur les intérêts particuliers des Etats

Chef de Projet au Centre pour l'Environnement et le Développement, elle estime que le commerce du carbone n'est pas la principale solution aux problèmes.

Au centre pour l'environnement et le développement (Ced), où situez-vous l'importance du sommet de Copenhague par rapport à notre environnement immédiat?

La conférence des Nations Unies sur les changements climatiques constitue un fait majeur pour la planète toute entière. Pour nous africains, les changements climatiques affectent et affecteront sérieusement notre environnement et les populations. On assiste aujourd'hui à des inondations (Burkina Faso), à l'assèchement des lacs et rivières (lac Tchad), à des pluies diluviennes, à des perturbations au niveau du découpage des saisons aggravant ainsi l'état de pauvreté de millions de personnes à travers notamment la diminution de la biodiversité qui est aussi synonyme de faim, ce qui pose le problème de la sécurité alimentaire. Il est question que l'Afrique fasse entendre sa voix à ce sommet afin que les pays industrialisés qui ont largement contribué aux changements climatiques mettent à la disposition de pays africains des moyens d'adaptation à ce phénomène.

Qu'en pense le Ced?

Le Ced s'est joint à plusieurs organisations de la société civile nationale et internationale afin de produire une déclaration qui s'articule autour de quelques points. Pour nous à Copenhague, l'intérêt de l'humanité doit prévaloir sur les intérêts particuliers des Etats. L'accord de Copenhague doit contribuer à la justice climatique. Les pays africains sont ceux qui ont le moins contribué aux changements climatiques, nous attendons de cette conférence que ces derniers prennent leurs responsabilités. Ils doivent prendre des engagements fermes de réduction des gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici à 2020.

Ils doivent mettre à la disposition des pays en développement des technologies propres (à l'instar des technologies solaires), renforcer leurs capacités afin de leur permettre de s'adapter aux effets des changements climatiques. Pour nous, le commerce du carbone ne peut constituer la principale réponse face à la crise climatique de l'heure. La protection des forêts du Bassin du Congo doit être assurée, des dispositions doivent être prises pour lutter contre l'exploitation forestière illégale qui contribue largement à la perte de nombreuses espèces, un accent doit être mis sur les problèmes de gouvernance dans le secteur forestier et les droits des communautés locales et autochtones qui dépendent étroitement des ressources naturelles doit

être assurée à travers la mise sur pied de processus de consultation et de participation appropriés dans les différents mécanismes susceptibles de les affecter.

Au sujet de Copenhague, les pays membres du bassin du Congo se sont régulièrement concertés en vue d'élaborer leurs idées pour le sommet qui s'est ouvert lundi. Y -a-t-il des chances pour que la voix des pays en développement se fasse résonner au cours des ces assises?

Oui et non car le sommet de Copenhague peut aboutir à un succès ou à un échec. Tout dépend de la tournure que prendront les événements. On note effectivement un engagement fort aussi bien des gouvernements, des parlementaires d'Afrique Centrale. Deux cas de figure sont possibles : Les pays industrialisés se mettent d'accord, sortent leurs carnets de chèques et s'engagent à réduire leurs taux d'émissions de 40% d'ici à 2020 ou alors, ces derniers ne parviennent pas se mettre d'accord et se projettent vers une autre conférence dans 6 mois, un an... et il faudra à nouveau se remettre à la table des discussions.

Quels sont les moyens de pression assez forts dont nous disposons pour faire entendre nos voix dans ce sommet?

La souveraineté des Etats est une réalité. Il est important de saluer l'engagement de plusieurs pays industrialisés à réduire leurs taux d'émissions de gaz à effets de serre. Un des moyens de pression est cette mobilisation que l'on observe dans tous les coins du monde, dans les rues, les aéroports. Je pense que les médias ont également un rôle important à jouer car ils contribuent à former l'opinion publique. Les conclusions des scientifiques bien qu'elles fassent l'objet de controverses peuvent également servir comme moyens de pression.

Quelle est la place qu'occupent les pays émergents (Inde, Brésil, Afrique du sud) au cours des négociations?

Les pays émergents que sont l'Inde, la Chine, le Brésil... ont un rôle important à jouer. Quelques uns ont clairement manifesté leur volonté de réduire leurs taux d'émissions de gaz à effets de serre. Les discussions s'annoncent compliquées entre les pays émergents et les pays développés. Ces derniers voudront très certainement que l'accord tienne compte de leurs besoins de développement.

Propos recueillis par Franky Bene

Changement climatique

Les merveilles du solaire exposées à Yaoundé

Présentée comme alternative, cette technique est de plus en plus mise à la disposition des populations.

«L'énergie solaire apparaît comme la meilleure alternative pouvant assurer un développement durable au Cameroun. Elle offre l'avantage d'être décentralisée, même dans les villages les plus reculés, l'on peut utiliser l'énergie solaire à moindre coût sans avoir à supporter les frais liés au transport d'électricité aux pertes de transmission et à la maintenance», a indiqué le Suisse Christian Gyr de Greenpeace.

C'est sur la pelouse du jardin de l'Hôtel Azur, qu'une exposition des innovations de l'énergie solaire a eu lieu. Avec curiosité, le beau monde, le soleil aidant, palpait les merveilles de la technologie renouvelable que les organisateurs au Centre pour l'environnement et le développement (Ced) qualifient de «Source de développement pour l'Afrique». Du cuiseur solaire au fonctionnement du téléviseur en passant par les téléphones portables, les lampes, le chauffe eau, le séchoir, le parabolique, le distillateur, le foyer, le four, ont donné à apprécier ce que peut apporter l'énergie solaire en matière d'alternative aux énergies polluantes.

L'élément commun à l'utilisation de l'énergie solaire est le panneau solaire photovoltaïque. Sa taille varie en fonction du type d'appareil. Il peut être incorporé à l'appareil ou non. « Le panneaux capte l'énergie solaire, la renvoie à la batterie de stockage d'énergie connectée au

convertisseur. A ce niveau, l'énergie solaire est convertie en électricité, puis envoyée au distributeur pour faire fonctionner le téléviseur», explique un technicien.

Afin de faire comprendre au public les avantages et les inconvénients de l'énergie solaire, six ateliers ont été formés. Il s'est agi des ateliers sur le photovoltaïque portable, le mini central photovoltaïque, la cuisine solaire, la cuisine économe, le séchoir solaire et la potabilisation de l'eau. Si les avantages sont louables, les inconvénients tournent autour du coût pour l'acquisition de cette technologie encore détenue par les pays du Nord. Lorsqu'on sait qu'un panneau solaire coûte 300.000 Fcfa, un séchoir solaire coûte 130.000 Fcfa, un four solaire à 25.000 Fcfa, il y a de quoi s'interroger sur la capacité des ménages camerounais à s'en approprier.

L'événement d'hier qui a fait l'objet d'une conférence-exposition, portant sur «L'énergie solaire, une solution durable pour l'Afrique», s'inscrit en prélude de la Conférence des Nations unies sur les Changements climatiques prévue du 07 au 18 décembre 2009 à Copenhague. A cet effet, la société civile d'Afrique a élaboré une Déclaration à soumettre à ce grand rendez-vous mondial : «L'Afrique est le continent, qui a le moins contribué au réchauffement de la planète et qui en subira sans doute les effets les plus dévastateurs. (...) Nous pensons qu'il est absolument indispensable que l'Afrique parle d'une seule voix à Copenhague. (...) Nous demandons un accord juste et équitable à des changements fermes de résolution des émissions de gaz à effet de serre dans les principaux pays pollueurs de la planète», stipule ledit texte.

André T. Essomé Essomé (Stagiaire)

Guy Patrice Dkamela

Le défenseur de la réduction des émissions

Camerounais et avocat du Redd représente le World Resources Institutes et Le Network for Environnement aux assises de Copenhague.

Le projet pour lequel il travaille au Cameroun est dénommé «Making Redd Work For The Congo Basin». Un programme qui a débuté en novembre 2008. Le travail vise à accroître la sensibilisation des acteurs-clés du Bassin du Congo sur le mécanisme de réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts (Redd). Ce dans le souci d'améliorer leurs capacités à s'engager dans sa mise en œuvre du Redd. A la conférence de Copenhague, il représente le World Resources Institutes (Wri), une Ong basée à Washington, Dc et du Network For Environment And Sustainable Development In Central Africa (Nesda-Ca), basé à Yaoundé.

Son travail de facilitateur de leur projet au Cameroun, repose sur la sensibilisation et le renforcement des capacités à travers différents outils dont un document récemment publiés sur la situation du Redd dans le Bassin du Congo. Intitulé: «Des forêts du Bassin du Congo pour le climat global: Questions et réponses pour appréhender les défis et les opportunités du Redd», il tire la sonnette d'alarme sur l'impact de la déforestation sur la désertification et le réchauffement. Si tant est que le Redd est proposé «pour faire partie du régime du climat post-kyoto. Le Redd apparaît comme un nouveau mécanisme d'incitation à la conservation des forêts à travers un transfert international de fonds vers les pays qui réduisent leurs émissions du carbone forestier».

Stratégie

Le mécanisme étant considéré comme important face aux phénomènes de déforestation et de dégradation des forêts qui sont responsables de 15 à 20% de la totalité des émissions de carbone dans l'atmosphère, vecteurs des changements climatiques. «Théoriquement, explique M. Dkamela, le Redd a le potentiel de pouvoir réaliser des bénéfices collatéraux ou co-bénéfice, c'est-à-dire lutter à la fois contre le changement climatique et la pauvreté rurale, tout

en contribuant à la conservation de la biodiversité et en perpétuant les services vitaux de l'écosystème». Au Cameroun, le projet a renforcé les capacités d'une centaine de personnes sélectionnées parmi les parlementaires, les leaders d'organisations de la société civile (Ong et Ocb) et les représentants des communautés locales et autochtones.

C'est d'ailleurs ce projet qui a pris en charge, le voyage de son facilitateur au Cameroun, mais aussi, celui du député camerounais, Mary Meboka qui a pris part aux formations de ce programme. La venue à Copenhague de Mme Meboka s'inscrit dans la stratégie du projet qui consiste à renforcer les capacités des acteurs en leur fournissant des tribunes pour exprimer leurs préoccupations par rapport au mécanisme Redd tel qu'il est proposé. C'est dans ce sens que Guy Patrice Dkema s'emploie à trouver, au compte du Wri, une tribune pour Mary Meboka et d'un élu de la Rdc au cours de l'actuelle conférence des Nations unies sur le climat à Copenhague. «Il s'agit d'éviter qu'on adopte un mécanisme qui va davantage appauvrir les pauvres».

Cette tendance à faire parler les élus des peuples d'Afrique centrale vise à éviter l'adoption d'un Redd sans durabilité donc fragilisée du fait de la non la participation des acteurs les plus concernées. A Copenhague, Guy Patrice Dkema ne suis pas directement les négociations puis que ne faisant pas partie des délégations officielles. Mais, il participe à de nombreux événements parallèles relatifs à la thématique du Redd et les pays en voie de développement. D'où ses attentes à voir le Redd faire partie des décisions importantes de Copenhague. De sorte que la formule finale soit: Redd, intégration de la déforestation, la dégradation des forêts, la conservation des forêts, la gestion durable des forêts' et l'augmentation du stock de carbone.

Léger Ntiga, à Copenhague

Environnement

Les jeunes luttent pour la préservation

En marge du sommet qui s'est ouvert lundi, des associations ont mis sur pied des actions de sensibilisation.

«C'est pour notre avenir que nous nous battons». Arborant fièrement un T-shirt blanc sur lequel est floqué un arbre vert, Clément Enama, élève en classe de terminale au lycée général Leclerc et membre du club environnement dudit lycée veut, à travers cette phrase, dire toute la passion qui les habite ses copains et lui depuis la création du club il y a quelques années. Un regroupement qui, au fil des ans, a permis à ces jeunes gens de planter des arbustes au sein de cet établissement et ailleurs. «Vu de cette façon, ça peut faire sourire mais nous pensons que si dans chaque établissement à travers le Cameroun, les clubs environnements étaient mis sur pied en menant les mêmes actions que nous, nous serons moins exposés à ces changements. Ce d'autant qu'au sein du club, les camarades sont sensibilisés sur les questions de protection de l'environnement et autres. C'est de là que nous voulons partir pour créer cette conscience environnementale qui nous permettra plus tard de mieux appréhender ces problèmes même lorsque nous serons des décideurs», confie notre jeune soldat de l'environnement.

Quelques kilomètres plus loin, notamment sur le campus de l'université de Yaoundé I à Ngoa-Ekellé, ce sont des étudiants en géographie qui se sont regroupés au sein de l'association Carré-géo que l'on rencontre. Comme leurs cadets, ils se disent tous motivés à préserver la planète des dangers environnementaux qui la guette. A ce propos, Joseph Ngandeu, président de cette association qui œuvre pour la protection de l'environnement et la promotion du développement durable dit ses espoirs par rapport à la rencontre de Copenhague ouverte lundi dans la capitale danoise : «nous attendons que la l'Afrique obtienne de la communauté internationale des solutions palpables pour nous aider à nous préserver de cette catastrophe

écologique qui se profile à l'horizon. Qu'ils nous donne les moyens d'être le poumon du monde comme ils le disent».

Et pour marquer son action, cette jeune association s'est lancée dans la sensibilisation des populations autour des problèmes environnementaux. Une sensibilisation qui passe par des «cafés géographiques» mensuels organisés dans l'enceinte du centre culturel français François Villon de Yaoundé. «Au cours de nos échanges, car jusque-là c'est à cela que se limite notre sensibilisation, nous essayons de convaincre les populations de trouver des méthodes qui leur permettront de réduire la destruction de l'environnement de peur qu'elles ne se retrouvent affamées du fait de ces dérèglements climatiques», affirme Philippe Anatole Malong, secrétaire général de Carre-géo.

Comme pour les encourager dans leur bataille, l'association qui a signé la pétition internationale initiée par les Nations Unies dans le cadre de la campagne "scellons l'accord pour une croissance verte. Protégeons la Planète 2009" a été invitée par l'organisation internationale de la francophonie (Oif) à prendre part les 12 et 17 décembre prochains à des vidéoconférences locales en direct de la ville de Copenhague. Initiée par l'Oif, ces vidéoconférences consistent à permettre aux jeunes qui œuvrent en faveur des changements positifs dans les domaines de la protection de l'environnement et du développement durable, de suivre et dialoguer avec des experts et des négociateurs en direct de la ville de Copenhague.

Dorine Ekwè

Espionnage

Le "Climategate" sème la discorde à Copenhague

Le piratage informatique de la correspondance privée de quelques climatologues de renom parviendra-t-il à faire capoter les négociations de Copenhague ?

C'est sur le thème «Forêts du bassin du Congo et changement climatique: avancées et challenges avant Copenhague» que s'est déroulée le 10 novembre dernier la deuxième journée de la forêt en Afrique centrale. Cette deuxième journée était par ailleurs le pendant régional de la Journée de la Forêt au niveau mondial que Cifor organisera à Copenhague le 13 décembre 2009. A l'occasion de la célébration de cette deuxième journée, la coordonnatrice régionale du Cifor-Afrique centrale, Cyrie Sendashonga a souligné le rôle «particulier des forêts dans cette approche de réponses au changement climatique car elles constituent l'un des rares secteurs concernés à la fois par l'adaptation et l'atténuation». De ce fait, a-t-elle expliqué, «les forêts sont plus que jamais à l'ordre du jour des négociations de la conférence de Copenhague».

Elle a saisi l'opportunité de définir son concept «Atténuation-Adaptation» qui consiste à limiter l'accroissement des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, il s'agit de l'atténuation qui travaille à la source du problème. Et face aux changements climatiques, pense-t-elle, nous pouvons aussi réduire les impacts sur la société et les écosystèmes, il s'agit de l'adaptation. Parallèlement, le ministre des Forêts et de la Faune, Elvis Ngollè Ngollè, qui a rappelé que le changement climatique est une menace mondialement reconnue a rappelé l'importance du secteur forestier et sa contribution à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique.

A cet effet, il a souligné les réformes engagées par le Gouvernement du Cameroun tant sur le plan institutionnel que législatif pour assurer la gestion durable des forêts du pays. Des mesures qui, à terme devraient permettre de lutter contre la déforestation alors même que le système Redd (Réduction des Emissions de gaz à effet de serre dues à la Déforestation et à la Dégradation forestière), qui est l'un des enjeux de la conférence de Copenhague, a-t-il mentionné, viendra s'ajouter à ce corpus de mesures déjà en cours pour garantir la durabilité

des écosystèmes forestiers de cette sous-région et renforcer leur contribution à la préservation des services et biens environnementaux, y compris la protection du climat mondial.

Dans le même ordre d'idées, les chercheurs ont également réfléchi à la possibilité d'accroître les capacités et/ou simplifier les procédures en rapport avec la lutte contre les changements climatiques. De fait, d'après les exposés présentés à cette occasion, il s'est avéré que les techniques et technologies actuellement utilisées pour le suivi des paysages sont onéreuses et parfois limitées lorsqu'il s'agit de couvrir les grands espaces et lorsqu'il s'agit d'informer pendant les périodes orageuses ou nuageuses. Dans le même temps, il a été reconnu que les personnels des services forestiers n'ont pas toujours les capacités techniques requises pour l'utilisation de ces technologies, et même des données collectées aux moyens de celles-ci.

D.E.

Diagnostic

De Kyoto à Copenhague

Commençons par quelques lapalissades : le changement climatique est une réalité écologique mondiale. Le phénomène s'accroît du fait de l'augmentation des gaz dits à effet de serre. On y reconnaît volontiers l'action humaine et les scientifiques ont déjà prédit que si rien n'est fait, les conséquences seront dramatiques, voire irréversibles, pour l'homme et son environnement naturel. Voilà pour le décor. Et ça n'a rien de caricatural. D'où la mobilisation compréhensible de la planète entière qui s'active en ce moment à Copenhague pour trouver un accord afin de sauver la planète. Vite, ça chauffe!

Nous y voilà donc, Copenhague ! Cette conférence, présentée par les écologistes comme l'horizon de toutes les espérances, charrie autant de crainte que d'espoir. Cette conférence, à laquelle participent 192 pays, doit garantir le renouvellement des engagements internationaux en enrôlant cette fois dans l'effort l'ensemble des grands pollueurs (Chine, Etats-Unis, Inde, Australie...), soit au sein d'un protocole de Kyoto amendé, soit par un nouveau traité.

Objectif? Réduire de façon drastique des émissions de gaz à effet de serre, limiter à deux degrés la hausse de la température moyenne à la surface de la Terre. Seul hic: la répartition des efforts nécessaires pour y parvenir est loin de faire l'unanimité. Pour espérer rester sous la barre des deux degrés, selon les scientifiques, il faut diviser par deux, d'ici à 2050, les émissions mondiales des gaz à effet de serre, issues pour l'essentiel de la combustion du charbon, du pétrole et du gaz. Et de 80% celles des pays industrialisés. L'enjeu étant de favoriser, grâce à des transferts de fonds et de technologie, l'émergence pour les pays du Sud d'un nouveau modèle de développement, moins gourmand en combustibles fossiles que celui qui fut celui des pays du Nord pendant des décennies.

Vaste catalogue de vœux pieux ? Voire. Ce n'est pas la première fois en effet que la question du réchauffement climatique est sur la table des négociations. On en parlait déjà depuis Kyoto au Japon. C'était en 1997. 12 années se sont écoulées depuis lors entre tractations et rétractations, progrès et reculades, sur un air d'engagements non tenus. Protocole additionnel à la convention de l'Onu sur les changements climatiques adoptée en 1992 à Rio, Kyoto a été conclu en décembre 1997 et est entré en vigueur en février 2005. C'est, à ce jour, le premier outil international et unique instrument multilatéral de lutte mondiale contre l'effet de serre. Son avenir se joue en ce moment à Copenhague, car les engagements conclus au Japon s'achèvent fin 2012.

L'objectif de Kyoto était de réduire les émissions mondiales de six principaux gaz à effet de serre (GES), dont le CO₂, d'au moins 5% en 2012 par rapport à 1990. Selon les spécialistes du climat, les émissions ont bondi de +41% par rapport à 1990 et celles liées à l'utilisation d'énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) ont bondi de 29% entre 2000 et 2008, malgré un léger ralentissement l'an dernier dû à la crise.

A Copenhague, on attend que les engagements des grands pays en développement passent par une série d'actions mesurables, vérifiables, leur permettant d'infléchir la hausse vertigineuse de leurs émissions dans le même délai. Il faut donc parvenir à un système de contrôle des engagements et des actions programmées. De même qu'il faut parvenir à un accord sur le financement de l'aide à l'adaptation des pays les plus vulnérables au changement climatique en cours et à l'atténuation des émissions des économies en développement dès l'adoption du nouvel accord.

Il faut aussi parvenir à fixer une date limite pour transformer cet accord en un traité international d'ici la fin de 2010, à temps pour prendre le relais des engagements pris à Kyoto pour 2008-2012. Enfin, le sommet de Copenhague doit déboucher sur des décisions techniques concernant la protection de forêts et le transfert de technologies propres. En cela, Copenhague est aussi le sommet de tous les espoirs pour les Africains. Après tout ce sont eux qui subissent plus durement les contrecoups du réchauffement climatique.

Par Roger A. Taakam

www.quotidienmutations.info